



Date de dépôt : 2 juin 2026

Rapport

**de la commission des finances chargée d'étudier le projet de loi
du Conseil d'Etat approuvant les états financiers individuels des
Etablissements publics pour l'intégration (EPI) pour l'année 2025**

Rapport de Jacques Béné (page 3)

Projet de loi (13821-A)

approuvant les états financiers individuels des Etablissements publics pour l'intégration (EPI) pour l'année 2025

Le GRAND CONSEIL de la République et canton de Genève,
vu l'article 58 lettre h, et 60, lettre e, de la loi sur la gestion administrative et financière de l'Etat, du 4 octobre 2013 ;
vu l'article 33 de la loi sur l'organisation des institutions de droit public, du 22 septembre 2017 ;
vu l'article 20 du règlement sur l'établissement des états financiers, du 10 décembre 2014 ;
vu les états financiers des Etablissements publics pour l'intégration (EPI) pour l'année 2025 ;
vu la décision du conseil d'administration des Etablissements publics pour l'intégration (EPI), du 19 février 2026,
décrète ce qui suit :

Article unique Etats financiers

¹ Les états financiers individuels des Etablissements publics pour l'intégration (EPI) comprennent :

- a) un bilan ;
- b) un compte d'exploitation ;
- c) un tableau des variations du capital ;
- d) un tableau des flux de trésorerie ;
- e) une annexe contenant un résumé des principes et méthodes comptables, des notes détaillant les différents postes du bilan et du compte d'exploitation, ainsi que les autres informations requises par le référentiel comptable.

² Les états financiers pour l'année 2025 sont approuvés.

Rapport de Jacques Béné

La commission des finances, sous la présidence de M^{me} Emilie Fernandez, a voté le projet de loi mentionné en titre lors de sa séance du 20 mai 2026.

Les travaux de la commission sur ce projet de loi ont été notamment suivis par les représentants du département des finances, à savoir MM. Olivier Fiumelli, secrétaire général adjoint, et Pierre-Emmanuel Beun, directeur financier et comptabilité.

M. Raphaël Audria, secrétaire scientifique, a assisté la commission et M. Aurèle Dupuis a pris le procès-verbal. Qu'ils en soient remerciés.

Votes

1^{er} débat

Vote sur l'entrée en matière du PL 13821 :

Oui : 13 (2 UDC, 2 PLR, 1 LC, 1 LJS, 2 MCG, 3 S, 2 Ve)

Non : —

Abstentions : —

L'entrée en matière est acceptée à l'unanimité.

2^e débat

Titre et préambule, article unique Pas d'opposition, adoptés

3^e débat

Vote sur l'ensemble du PL 13821 :

Oui : 13 (2 UDC, 2 PLR, 1 LC, 1 LJS, 2 MCG, 3 S, 2 Ve)

Non : —

Abstentions : —

Le PL 13821 est accepté à l'unanimité.

Conclusion

Au vu de ces explications, la commission des finances prie le Grand Conseil de suivre son avis en acceptant ce projet de loi.